

Venezuela : un pouvoir affermi

Entre consolidation autoritaire et sanctions américaines

Nicolás Maduro semble plus impopulaire que jamais dans la population vénézuélienne, mais il verrouille aussi de manière toujours plus affirmée le système politique et institutionnel du pays. À l'extérieur, Donald Trump semble engager un nouveau bras de fer avec le gouvernement vénézuélien, dans une logique qui paraît très imprévisible.

La consolidation autoritaire de Nicolás Maduro

Nicolás Maduro se maintient au pouvoir depuis 2013. Le tournant autoritaire est toujours plus affirmé. Après son échec aux élections législatives de 2015, les instances judiciaires qui lui sont favorables ont dépossédé l'Assemblée nationale de ses prérogatives. Depuis lors, l'organisation des élections connaît des manipulations qui ont conduit au boycott d'une partie de l'opposition, notamment lors de la réélection de Maduro en 2018. Aux présidentielles du 28 juillet 2024, l'ensemble de l'opposition libérale s'est mobilisé derrière la candidature d'Edmundo González Urrutia, un diplomate méconnu du grand public, après l'invalidation de la gagnante des primaires, María Corina Machado, dirigeante des tendances les plus radicales depuis le début de la présidence d'Hugo Chávez (1999-2013). Outre l'absence de liberté de candidature, l'équipe de campagne de l'opposition vénézuélienne a souffert de harcèlement judiciaire, avec plus d'une centaine d'arrestations dans l'entourage du candidat.

L'opposition libérale a publié les procès-verbaux de 83,50 % des bureaux de vote, qui lui permettent d'établir la victoire d'Edmundo González Urrutia avec 67,08 % des suffrages exprimés. La Fondation Carter, qui a par le passé validé des victoires de Chávez contre des accusations infondées de l'opposition, a analysé de manière indépendante ce scrutin, et attesté la crédibilité des résultats mis en ligne par les adversaires de Maduro. Le chef de l'État sortant a cependant instrumentalisé les institutions judiciaires (Tribunal suprême de justice, TSJ) et électorales (Conseil national électoral, CNE) disposées en sa faveur, pour se maintenir au pouvoir et certifier sa victoire avec 51,95 % des votes exprimés, sans apporter de preuves de cette dernière.

Cette proclamation de la victoire de Maduro, en dépit de la réalité constatée sur le terrain, a suscité 915 protestations dans les deux jours qui ont suivi le scrutin et qui ont coûté la vie à 28 personnes, avec plus de 2 400 arrestations selon le

ministère public, et près de 1 800 selon l'organisation non gouvernementale (ONG) Foro Penal. Significatif de la volonté de terroriser les protestataires, le fait que Nicolás Maduro et ses soutiens fournissent des estimations du nombre de détentions plus élevées que les ONG de défense des droits de l'homme. Plusieurs centaines d'entre eux ont été libérés, mais 927 prisonniers politiques restent sous les barreaux au 2 juin 2025 selon l'ONG citée. L'un des candidats, qui avait déposé un recours contre la proclamation des résultats auprès de la Chambre constitutionnelle du TSJ, Enrique Márquez, est incarcéré depuis janvier 2025. De nouvelles élections, législatives et régionales, ont eu lieu le 25 mai 2025. Face aux manques de garanties, de nombreux secteurs de l'opposition ont annoncé le boycott du scrutin, permettant aux partisans de Maduro d'emporter 256 des 285 sièges de députés et 23 des 24 États régionaux, sur fond d'abstention massive.

L'armée, devenue institution arbitre dans le Venezuela actuel, demeure loyale à Nicolás Maduro. Au sommet, le commandement bénéficie des largesses du pouvoir : symboliques par le prestige des postes occupés et économiques par la direction de plus d'une soixantaine d'entreprises publiques. À la base, l'armée est une institution surveillée. Avant les élections présidentielles de juillet 2024, plus de la moitié des personnes incarcérées pour des raisons politiques étaient des militaires. Ce qui témoigne du rôle décisif donné à l'armée dans la vie politique vénézuélienne, tant par l'opposition libérale que par le camp présidentiel. Nicolás Maduro est minoritaire dans la population, mais bénéficie toujours du soutien des différentes institutions du pays.

Une crise multiforme largement influencée par les États-Unis

Le scrutin s'est tenu dans un contexte économique difficile. Le produit intérieur brut (PIB) vénézuélien a chuté de 74 % entre 2014 et 2020. Si l'économie vénézuélienne a renoué avec la croissance depuis quatre ans : (18 % entre 2021 et 2024), elle est loin d'avoir rattrapé la récession des sept années précédentes. Selon les rapports mensuels de l'Organisation des pays exportateurs du pétrole (OPEP), alors que le Venezuela produisait autour de 2,4 millions de barils de pétrole par jour de 2006 jusqu'à fin 2015, sa production quotidienne a chuté jusqu'à seulement 0,4 million de barils au troisième trimestre 2020.

Cet effondrement économique a généré une dégradation majeure des conditions de vie des Vénézuéliens. Actuellement, le salaire minimum mensuel est de 130 bolivars (soit deux dollars américains), alors que le prix du panier alimentaire familial moyen pour quatre personnes est de 477 dollars par mois – selon la source syndicale Centro de Documentación y Análisis Social de la Federación Venezolana de Maestros (CENDAS-FVM). Les revenus des foyers dépendent ainsi pour l'essentiel d'une prime dite « de guerre économique » de 120 dollars, payée par l'État vénézuélien, de tickets-restaurants pour un montant de 40 dollars financés par les employeurs, et des *remesas*, ces transferts monétaires que les proches partis à l'étranger envoient à ceux qui sont restés au pays. Le taux de pauvreté atteignait en 2024, selon la dernière Enquête nationale sur les conditions de vie interuniversitaire (ENCOVI), 73,2 % des foyers, dont 36,5 % en situation d'extrême pauvreté.

Cette situation a entraîné le départ du pays de 7,9 millions de Vénézuéliens, soit plus du quart de la population nationale. Si la crise économique d'une ampleur inédite est multifactorielle (perte de la quasi-intégralité de la valeur du bolivar en raison d'une politique monétaire erratique, mono-dépendance des exportations de pétrole, baisse des cours mondiaux du baril, réduction de la production quotidienne de pétrole), l'économiste Francisco Rodríguez a montré que l'ampleur de cette récession provient pour moitié de mesures coercitives unilatérales décidées par les États-Unis durant le premier mandat de Donald Trump¹. Les États-Unis étaient encore le premier fournisseur et le premier client du Venezuela en 2018. Le flux passe brutalement de 561 000 barils exportés quotidiennement en janvier 2019 à zéro en quelques mois, avec l'établissement d'un quasi-embargo lors de l'auto-proclamation de Juan Guaidó comme chef de l'État, appuyée par près d'une soixantaine d'États occidentaux.

Cette stratégie de reconnaissance d'une personne n'ayant pas de pouvoir effectif comme chef d'État alternatif a été actée comme un échec par les chancelleries occidentales et par l'opposition vénézuélienne. Personne n'envisage une reconnaissance d'Edmundo González décorrélée de son contrôle effectif du pouvoir étatique, selon le modèle de 2019. Les mesures coercitives unilatérales mises en œuvre par Donald Trump ont été allégées par Joe Biden en octobre 2023, après des négociations ouvertes juste après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et ont permis à Chevron de redevenir un acteur majeur de l'exploitation du sous-sol vénézuélien. Ainsi le Venezuela exportait-il 300 000 barils par jour aux États-Unis en janvier 2025, quatrième fournisseur de la puissance nord-américaine, loin derrière le Canada (4,9 millions), le Mexique (571 000) et l'Arabie saoudite (377 000). Ce retour des échanges de part et d'autre de la mer des Caraïbes a cependant redynamisé la production vénézuélienne. Pour la première fois depuis 2019, le Venezuela a dépassé au quatrième trimestre 2024 les 900 000 barils de pétrole produits par jour.

Le retour de Donald Trump : de nouvelles incertitudes

Alors que le Venezuela semblait se stabiliser autour d'une consolidation autoritaire et d'une libéralisation économique, le retour de Donald Trump ouvre une nouvelle période d'incertitudes. Sa campagne présidentielle était contradictoire. Il bénéficiait du soutien électoral massif d'un électorat latino anti-socialiste, principalement de Cuba et du Venezuela, et particulièrement influent en Floride, favorable à l'accentuation des sanctions – le nouveau secrétaire d'État Marco Rubio en est le plus éminent représentant. D'autre part, la priorité accordée à la lutte contre l'influence commerciale de la Chine (principal fournisseur et client du Venezuela) devait conduire à une politique plus pragmatique à l'égard de Caracas. En outre, Donald Trump, conformément à son objectif d'organiser « la plus grande déportation de l'histoire des États-Unis », ciblait des Vénézuéliens, devenus la première nationalité à la frontière nord du Mexique. Durant la campagne présidentielle, il les assimilait au gang criminel du Tren de Aragua, accusé à tort de contrôler des villes entières aux États-Unis. Selon les données les plus récentes du Bureau du recensement américain, 903 153 Vénézuéliens vivaient aux États-Unis en 2023.

1. F. Rodríguez, *The Collapse of Venezuela: Scorched Earth Politics and Economic Decline, 2012-2020*, Notre Dame (Indiana), University of Notre Dame Press, 2025.

La visite de Richard Grenell, conseiller du président Trump pour les missions spéciales, à Nicolás Maduro, dix jours seulement après le début du second mandat du président américain, laissait augurer d'une détente, sur une base d'échange contractuelle : « maintien des licences pétrolières » contre « acceptation des déportations de retour de Vénézuéliens ». L'administration Trump a ainsi annulé la prolongation du statut de protection temporaire (TPS) accordée quelques semaines plus tôt, ce qui signifie que près de 350 000 Vénézuéliens perdent leur permis de travail et risquent d'être expulsés s'ils ne parviennent pas à obtenir un autre statut légal. Plus de 240 000 autres Vénézuéliens risquent de subir le même sort lorsque leurs protections expireront en septembre 2025.

Toutefois, le 4 mars 2025, l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) – organisme du département du Trésor des États-Unis chargé de l'application des sanctions internationales américaines – a révoqué la licence 41 qui permettait à Chevron d'opérer au Venezuela. Le délai a été fixé au 27 mai pour l'exécution. Désormais, l'entreprise peut assurer un entretien minimal de ses équipements au Venezuela mais ne peut plus exporter de pétrole vénézuélien aux États-Unis. En outre, les États-Unis ont annoncé imposer des droits de douane de 25 % contre tout pays achetant des hydrocarbures vénézuéliennes. Ces mesures, prises à l'initiative de la Maison-Blanche, illustrent l'imprévisibilité du nouveau président mais aussi les contradictions, dans l'administration Trump, entre lobby pétrolier et poids des Cubano-Américains et de l'opposition vénézuélienne. En conséquence, les économistes prévoient un retour de la récession au Venezuela. L'administration Trump a justifié l'annulation de la prolongation du TPS notamment par le retour de la croissance économique au Venezuela, mais la révocation de la licence 41 pourrait, au contraire, accroître l'émigration vénézuélienne.

L'autoritarisme de Nicolás Maduro est désormais consolidé au Venezuela. Son pouvoir est impopulaire mais, à moins d'un revirement majeur au sein de l'armée, aucun changement ne semble à l'ordre du jour. Et quant à la conjoncture économique, à l'instar de nombreux autres États, le Venezuela demeure à la merci des incertaines décisions de Donald Trump.

T. P.

Pour en savoir plus

- Y. Bracho, « "Tout le monde sait ce qui s'est passé". Pour une approche de gauche des élections au Venezuela », *Contretemps*, 6 août 2024.
- T. Posado, « Venezuela : la fuite en avant autoritaire », *La Vie des idées*, 17 septembre 2024.
- T. Posado, *Venezuela : de la Révolution à l'effondrement. Le syndicalisme comme prisme de la crise politique (1999-2021)*, Toulouse, Presses universitaires du Midi, 2023.

